

Paris, le 15 septembre 1941.

Col.

Nm.
15

**RELATIONS ENTRE LES SERVICES DE LA S.N.C.F. ET LE CORPS
DES GARDES DES COMMUNICATIONS**

Cette instruction ne concerne que les établissements de la zone non occupée.

Article 1^{er}. — Généralités.

La loi du 23 janvier 1941 a créé un « Corps des Gardes des Communications » qui a pour mission essentielle d'assurer la surveillance des ouvrages d'art des voies de communication et des installations s'y rattachant directement, et pour mission accessoire d'assurer, éventuellement, la surveillance dans les trains et les gares.

La présente Instruction fixe les relations entre les Gardes des Communications et les Services de la S.N.C.F. et leurs attributions respectives.

Article 2. — Concours apporté aux Gardes des Communications par les agents de la S.N.C.F.

Les Agents de la S.N.C.F. de tous les Services apportent leur concours aux Gardes des Communications pour faciliter l'accomplissement de leurs missions.

Ce concours est assuré d'office et dans toute la mesure compatible avec les exigences du service du chemin de fer.

En particulier, les Agents de la S.N.C.F. fournissent les renseignements demandés par les Gardes des Communications, mettent à leur disposition les documents dont ils peuvent avoir besoin, notamment les documents horaires.

Article 3. — Utilisation des relations téléphoniques et télégraphiques.

Les Gardes des Communications en tournée de service peuvent être appelés à passer des dépêches :

— pour signaler, à leurs Chefs, leur passage à une gare ou à un poste de pleine voie ;

— pour indiquer les renseignements recueillis ou demander des instructions.

Dans ces différents cas, les relations téléphoniques et télégraphiques des gares et des postes de pleine voie peuvent être utilisées dans les conditions suivantes :

1° — Réseau des P. T. T.

Aucune restriction.

2° — Circuits S.N.C.F. à l'exception du réseau de régulation.

Les dépêches de service remises par les Gardes des Communications sont transmises dans la mesure où il n'en résulte pas de gêne pour l'échange des dépêches S.N.C.F. relatives à la sécurité des trains. Priorité est toujours donnée à ces dernières dépêches.

3° — Circuits du réseau de régulation.

Ces circuits ne sont utilisés qu'avec l'accord du Régulateur du Poste de régulation, et seulement dans les cas exceptionnels justifiés par l'importance et l'urgence de la communication.

Les dépêches remises par les Gardes des Communications sont inscrites sur les procès-verbaux téléphoniques ou télégraphiques des gares et des postes dans les mêmes conditions que les dépêches relatives au service du chemin de fer.

Article 4. — Garde des voies ferrées.

Les principaux points sensibles du réseau de voies ferrées sont constitués par : les ouvrages d'art, les postes de commande des signaux et appareils de voie, les signaux et appareils de voie, les ponts tournants des dépôts, les sous-stations électriques, etc...

Les Agents de la S.N.C.F., notamment ceux appartenant au Service de la Voie, se tiennent en relation avec les organismes locaux et postes divers de la Garde des Communications et échantent avec eux tous les renseignements utiles.

Les Agents de la Voie exerçant une fonction de garde ou de surveillance coopèrent au service de surveillance et transmettent, au moyen des appareils dont ils disposent, les avis que les Gardes des Communications ont à faire parvenir.

Les Agents des autres Services concourent également au service soit en communiquant directement avec les sentinelles, les patrouilles et les postes, soit en leur faisant parvenir les renseignements relatifs à la sécurité de la marche des trains.

En particulier, lorsqu'une tentative de destruction ou de sabotage contre la sécurité de la marche des trains est découverte, avis en est donné immédiatement par le chef de l'établissement informé en premier lieu, au Chef de Brigade des Gardes des Communications le plus proche du point où la tentative a été constatée. Cet avis ne dispense pas le chef dudit établissement d'adresser tous les autres avis prévus par les instructions en vigueur.

De leur côté, les Gardes des Communications préviennent les Services de la S.N.C.F. des incidents qui méritent d'attirer leur attention.

Ils reconnaissent les individus qui se trouvent sur la voie et les arrêtent s'ils ne peuvent justifier de leur identité, en principe, par la présentation de la carte d'identité spéciale aux Agents de la S.N.C.F.

Lorsque, malgré la surveillance exercée, une destruction a été opérée, les Gardes des Communications qui la reconnaissent doivent immédiatement donner le signal d'alarme. A cet effet, ils doivent attendre le plus rapidement possible le poste téléphonique le plus proche et s'efforcer d'arrêter les trains qui se présenteraient (1).

Article 5. — Surveillance dans les gares et les trains.

Les Gardes des Communications apportent leur aide aux Agents de la S.N.C.F. pour faire respecter par les usagers les dispositions du Décret du 11 septembre 1939 portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté et l'exploitation des Chemins de fer.

Cette action s'exerce, soit par un renforcement des moyens propres aux Services de la S.N.C.F. soit par une action directe des Gardes des Communications à la demande des Chefs d'Arrondissement adressée aux Commandants de Groupe intéressés.

Article 6. — Intervention des Gardes des Communications dans les gares.

L'intervention des Gardes des Communications peut s'exercer, notamment, aux jours et heures d'affluence, pour canaliser les voyageurs vers les guichets de distribution des billets, d'enregistrement des bagages, les accès aux quais de départ, la sortie des gares.

Article 7. — Intervention des Gardes des Communications dans les trains.

La police dans les trains de voyageurs, incombe en premier lieu aux Agents de la S.N.C.F. auxquels il appartient exclusivement de vérifier les titres de circulation des voyageurs. Mais les patrouilles de Gardes des Communications peuvent accompagner les agents du contrôle de route au cours de leurs opérations de vérification et sur leurs indications, faire respecter les prescriptions de l'art. 78 du Décret sur la police des Chemins de fer et intervenir lorsque des détériorations sont commises au matériel.

Article 8. — Intervention des Gardes des Communications en liaison avec le Service de la Surveillance Générale.

La participation de la Garde des Communications à la lutte pour la prévention et la répression des vols dans les emprises de la S.N.C.F. est demandée par le Chef d'Arrondissement au Commandant de Groupe intéressé, en principe, par un pli secret et confidentiel.

Dans les cas urgents, la demande de participation peut être présentée directement, soit au Commandant de Groupe, soit au Commandant de Secteur intéressé, par le Chef de Groupe ou le Chef du Service de la Surveillance Générale.

Dans tous les cas, le Commandant de Groupe ou le Commandant de Secteur intéressé détermine d'urgence avec le Chef de Groupe du Service de la Surveillance Générale intéressé, ou le Chef de ce Service, le nombre de Gardes à affecter à cette mission.

(1) Les Chefs d'Arrondissement sont chargés, sur la demande des Chefs de Groupe de la Garde des Communications :

1° — d'organiser des conférences périodiques ayant pour objet d'instruire les membres de la Garde des Communications sur les mesures réglementaires à prendre pour arrêter les trains.

2° — de fournir, à raison d'un jeu par brigade, les agrès nécessaires pour arrêter les trains.

Dès leur arrivée dans la gare à surveiller, les Gardes des Communications coopèrent étroitement avec les Services spécialisés de la S.N.C.F. : brigades de surveillance générale et équipes mobiles de surveillance.

Ils peuvent effectuer des tournées communes de surveillance dans la gare et dans les trains désignés.

Les Gardes des Communications procèdent à l'arrestation des individus pris en flagrant délit de vol et les remettent, selon le cas, à la Gendarmerie ou à la Police. Avis en est immédiatement donné au Chef de Groupe ou de la brigade du Service de la Surveillance Générale.

Les Gardes des Communications signalent de même à ce Service les constatations qu'ils auront faites au cours des tournées effectuées dans les gares et les trains.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.